

Avis n° 04-198
de l'Autorité de régulation des télécommunications en date du 19 février 2004
sur les décisions tarifaires de France Télécom n° 2004011 et n° 2004012 relatives à l'évolution
des tarifs des communications fixes vers les mobiles Bouygues Telecom
pour les clients des marchés Résidentiels, Professionnels et Entreprises

L'Autorité de régulation des télécommunications,

Vu le code des postes et télécommunications, et notamment son article L. 36-7 ;

Vu l'article 17 du cahier des charges de France Télécom approuvé par le décret n° 96-1225 du 27 décembre 1996 ;

Vu les décisions tarifaires transmises par France Télécom, reçues le 2 février 2004 ;

Après en avoir délibéré le 19 février 2004,

I. OBJET DES DECISIONS TARIFAIRES

La modification des tarifs proposés par France Télécom répond à la baisse de charge de terminaison d'appels de Bouygues Telecom au 1^{er} mars 2004. L'Autorité rappelle que, par son avis n°03-719 en date du 12 juin 2003 notamment, elle a encouragé Bouygues Telecom à réduire le niveau de ses tarifs de terminaison d'appels.

I.1. La décision tarifaire n° 2004011 relative à l'évolution des tarifs des communications fixes vers mobiles de Bouygues Telecom pour les clients résidentiels

Par la présente décision tarifaire, France Télécom modifie les prix des communications fixes vers les mobiles de Bouygues Telecom pour :

- les communications émises, à partir de la France métropolitaine, par un client titulaire d'un abonnement principal, d'un abonnement Numéris Itoo ou d'un abonnement Ligne Surf ;
- les communications émises dans le cadre de l'offre "Option Plus (marché Résidentiels)"¹ en métropole.

Par ailleurs, France Télécom annonce son intention de créer, en 2004, [une nouvelle offre tarifaire]*. Le détail de cette offre n'est pas précisé par France Télécom ; cependant la société annonce qu'elle l'a intégré dans les calculs destinés à l'évaluation des modifications apportées par la décision 2004011.

¹ Catalogue France Télécom : "L'Option Plus (marché Résidentiels) permet à un abonné de France métropolitaine de bénéficier de tarifs spécifiques pour ses communications analogiques ou numériques, émises à partir de sa ligne téléphonique fixe. Il s'agit des communications de voisinage, de grande distance, internationales [...] vers les numéros mobiles nationaux [...]."

I.1.1. Tarifs généraux du segment résidentiel

L'évolution des tarifs généraux est détaillée ci-dessous.

En euros HT	Tarifs actuels	Tarifs prévus	Evolution (%)
Prix minimum par appel	0,217	0,201	-7%
Pour une durée en secondes de	40	30	-25%
Au-delà de la durée forfaitaire, tarification à la seconde			
Prix de la minute au tarif normal	0,242	0,209	-14%
Prix de la minute au tarif réduit	0,117	0,109	-7%

I.1.2. Option Plus du segment résidentiel

L'évolution de la tarification propre à "Option Plus (marché Résidentiels)" est la suivante :

En euros HT	Tarifs actuels	Tarifs prévus	Evolution (%)
Prix minimum par appel	0,192	0,117	-39%
Pour une durée en secondes de	20	0	-100%
Au-delà de la durée forfaitaire, tarification à la seconde			
Prix de la minute au tarif normal	0,217	0,201	-7%
Prix de la minute au tarif réduit	0,084	0,084	0%

Le crédit temps est remplacé par une charge d'établissement d'appel.

I.2. La décision tarifaire n° 2004012 relative à l'évolution des tarifs des appels fixes vers les mobiles de Bouygues Telecom pour les clients Professionnels et Entreprises

Cette décision tarifaire porte sur le prix des communications fixes vers les mobiles, émises à partir de la métropole, pour les clients titulaires de l'un des abonnements destinés aux professionnels ou aux entreprises.

L'évolution des tarifs prévue par France Télécom porte sur les éléments suivants :

- tarifs généraux des communications vers les mobiles de Bouygues Telecom ;
- tarifs "Option Plus (marché Professionnels)"² et "Option Plus Mobilité"³ ;
- l'option "Tarif Equilibre"⁴.

² Catalogue France Télécom : "L'offre Option Plus (marché Professionnels) permet à un abonné de France métropolitaine de bénéficier de tarifs spécifiques pour ses communications analogiques et numériques, émises à partir de sa ligne téléphonique fixe."

³ Catalogue France Télécom : "Option Plus Mobilité est une offre optionnelle. Elle est proposée en France métropolitaine et dans les DOM aux clients titulaires d'un contrat d'abonnement Professionnel, Professionnel Présence ou Professionnel Numéris, ayant souscrit à l'option tarifaire "Option Plus (marché Professionnels)". Elle permet à un abonné "Option Plus (marché Professionnels)" de bénéficier d'une réduction supplémentaire sur le prix de ses communications analogiques et numériques émises à partir de sa ou de ses lignes téléphoniques fixes [...] à partir de la France métropolitaine vers un certain nombre de numéros mobiles GSM nationaux [...] de son choix et déclarés [...]."

⁴ Catalogue France Télécom : "L'option "Tarif Equilibre" permet aux titulaires d'un abonnement aux contrats "Professionnel", "Professionnel Présence" ou "Professionnel Numéris" facturés par le système de Facturation Entreprises, de bénéficier d'une tarification spéciale pour certaines communications téléphoniques." Cette option s'applique notamment aux appels d'un poste fixe vers des mobiles.

1.2.1. Tarifs généraux du segment professionnel

Les évolutions prévues pour les tarifs généraux sont les suivantes :

<i>En euros HT</i>	Tarifs actuels	Tarifs prévus	<i>Evolution (%)</i>
Prix minimum par appel	0,25	0,24	-4%
Pour une durée en secondes de	30	20	-33%
Au-delà de la durée forfaitaire, tarification à la seconde			
Prix de la minute au tarif normal	0,21	0,18	-14%
Prix de la minute au tarif réduit	0,21	0,18	-14%

1.2.2. Tarifs de l'offre "Option Plus (marché Professionnels)"

L'évolution proposée de cette tarification est la suivante :

<i>En euros HT</i>	Tarifs actuels	Tarifs prévus	<i>Evolution (%)</i>
Prix minimum par appel	0,230	0,18	-22%
Pour une durée en secondes de	20	0	-100%
Au-delà de la durée forfaitaire, tarification à la seconde			
Prix de la minute	0,190	0,16	-16%

La charge d'établissement d'appel est réduite, de même que le prix de la minute. Cependant, la première est 20% plus chère que celle qui s'applique aux appels fixes vers SFR et Orange ; le second est 12,5% plus élevé que pour les appels vers ces deux réseaux dans le cadre de l'offre « Option Plus ».

L'offre "Option Plus Mobilité" subit mécaniquement la réduction proposée pour la tarification "Option plus", puisqu'elle se définit par une réduction de 12,5 % sur le prix par minute au-delà du prix minimum par appel. Le montant de cette réduction additionnelle est inchangé.

1.2.3. Tarifs de l'option "Tarif Equilibre" du segment professionnel

L'évolution du "Tarif Equilibre" est détaillée ci-dessous. Elle situe les tarifs appliqués aux communications vers Bouygues Telecom à 20% au-dessus des tarifs appliqués pour les appels vers les autres réseaux mobiles dans le cadre du « Tarif Equilibre », que ce soit pour la charge d'établissement d'appel ou pour le prix à la minute.

<i>En euros HT</i>	Tarifs actuels	Tarifs prévus	<i>Evolution (%)</i>
Prix minimum par appel	0,190	0,18	-5%
Pour une durée en secondes de	0	0	NA
Au-delà de la durée forfaitaire, tarification à la seconde			
Prix de la minute	0,200	0,18	-10%

II. ANALYSE DE L'AUTORITE

L'Autorité a analysé la restitution au consommateur de l'économie réalisée par France Télécom lors de la réduction du montant de la charge de terminaison d'appels de Bouygues Telecom.

Le tarif de détail applicable aux appels fixes vers les mobiles s'analyse comme la somme de la charge d'acheminement de l'appel sur le réseau fixe, établie par l'opérateur fixe, et de la charge de terminaison de cet appel, établie par l'opérateur mobile. La charge d'acheminement de l'appel sur réseau fixe correspond, en l'occurrence, à la rémunération propre de l'opérateur fixe.

En vertu de l'article L34-1-1 du code des postes et télécommunications, France Télécom, en tant qu'opérateur désigné puissant, doit fixer les tarifs du service téléphonique au public de manière à ce qu'ils reflètent les coûts correspondants.

L'Autorité estime que dans un cas de diminution de la terminaison d'appel de Bouygues Telecom, les tarifs de base de France Télécom doivent évoluer par une répercussion intégrale de cette baisse au tarif appliqué au consommateur en valeur absolue. Elle a eu l'occasion, notamment par un courrier en date du 21 octobre 2003, d'indiquer que *"la part correspondant à la rémunération propre de France Télécom devra au plus être maintenue à l'identique."*

Les valorisations présentées par France Télécom s'appuient notamment sur des hypothèses d'évolution de l'usage des options tarifaires et des profils d'appels. L'opérateur estime que le poids des options tarifaires devrait évoluer comme suit :

Segment	2003	2004
Résidentiel	[...] * %	[...] * %
Professionnel	[...] * %	[...] * %
Entreprises	[...] * %	[...] * %

Les profils d'appels utilisés pour l'analyse des tarifs de l'année 2004 pour les trois segments de marché sont identiques à ceux utilisés dans l'évaluation des décisions tarifaires n° 2003141 et 2003142 (évolution des tarifs fixes vers les mobiles Orange France et SFR), en l'absence d'indication contraire de France Télécom.

Sur la base de ces informations, et des volumes totaux prévus pour l'année 2004, la baisse de charge de terminaison d'appels de Bouygues Télécom représenterait une économie de coûts pour France Télécom d'environ 51 millions d'euros, dont environ 4 millions d'euros correspondant à l'évolution prévue par France Télécom en ce qui concerne les profils d'appels, et environ 47 millions d'euros résultant directement de la baisse de charge de terminaison d'appels (à profils d'appels égaux).

Il ressort également des éléments communiqués que, sur cette baisse de charge de terminaison d'appels, France Télécom conserverait environ 3 millions d'euros et enregistrerait une baisse de revenus d'environ 48 millions d'euros. Cette baisse de chiffre d'affaires s'analyse :

- à hauteur de 9 millions d'euros, comme correspondant à une plus grande consommation des options de France Télécom ;

- à hauteur de 4 millions d'euros, comme résultant d'une modification du comportement de consommation, avec en particulier des appels moins nombreux et plus longs ;
- à hauteur de 35 millions d'euros enfin, comme résultant directement des changements de tarif.

Dans le cadre d'un *price-cap* destiné à assurer une répercussion intégrale de la baisse du prix des terminaisons mobiles, seul ce dernier effet mesurerait la baisse réelle des tarifs des communications fixes vers mobiles.

III. CONCLUSION

L'Autorité note que France Télécom ne répercute qu'une partie de l'économie engendrée par la baisse de terminaison d'appel prévue par Bouygues Télécom. Dans le souci de ne pas retarder toute baisse de tarif des appels fixes vers les mobiles, profitable au consommateur, l'Autorité ne s'oppose pas à la mise en oeuvre des mesures prévues dans les décisions tarifaires n° 2004011 et 2004012.

Toutefois, elle considère comme insuffisantes les baisses de tarifs envisagées par France Télécom dans ces décisions dans la mesure où elles ne correspondent pas à une répercussion intégrale et immédiate, des baisses de charge de terminaison d'appels que Bouygues Telecom prévoit d'appliquer.

Le présent avis sera transmis d'une part au ministre de l'économie, des finances et de l'industrie et à la ministre déléguée à l'industrie, et d'autre part transmis pour information à France Télécom. Il sera mentionné au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 19 février 2004

Le Président

Paul Champsaur

* : Passages relevant des secrets protégés par la loi